

## En quête d'une seconde révolution

Le renversement des autocraties politiques n'est pas une fin en soi, il exige un second souffle capable de s'attaquer aux autocraties culturelles et religieuses.

Driss Ksikes

**A**ujourd'hui en Tunisie, demain en Égypte, après demain au Maroc – si le conformisme social et politique ne s'y oppose pas – et le surlendemain en Libye – si toutefois la charia n'en décide pas autrement –, plusieurs espèrent que les révolutions et semi-révolutions amorcées ici et là serviront de matrice fertile pour qu'y voit le jour la démocratie. Nul ne doute que, dans l'accalmie post-révolutionnaire, les peuples se sentent pousser des ailes. Ils aspirent à dénicher des représentants qui les affranchiraient d'un joug autocratique longtemps pesant, asservissant et humiliant. Il est tout aussi indéniable que la plupart des parties prenantes à ces révoltes, même les plus libérales et laïques d'entre elles, savent pertinemment que le passage aux urnes en ce moment précis renforcerait, d'abord et avant tout le courant islamiste, à des degrés variables d'un pays à l'autre.

Outre les dynamiques différenciées que cela engendrerait, il est largement admis – à contre cœur parfois – qu'octroyer un bout du gouvernail à des courants plus ou moins fondamentalistes, est un passage obligé pour paver la route à la démocratie politique. J'en conviens, ce détour permet surtout d'en finir pour de bon avec l'épouvantail islamiste qui a longtemps légitimé le despotisme et le monopole du pouvoir par des tyrans faussement bienveillants. Mais face à ce mélange de cynisme et d'optimisme, plusieurs défenseurs de la démocratie, dans chacun des pays concernés, pointent du doigt un paradoxe inquiétant. Comment accepter que cette rude bataille pour la liberté, la dignité et la pluralité, concepts déclencheurs du « 2011 arabe » et matriciels pour instaurer une culture démocratique, profite à des courants politiques qui y adhèrent à moitié quand elles ne s'y opposent pas farouchement ? Dire cela ne saurait justifier une quelconque phobie révolutionnaire. Cela devrait, au contraire, aider à mieux préserver les acquis révolutionnaires des aléas qui les guettent.

Se référant à un tout autre contexte historique, Alexis de Tocqueville nous apprend, dans son livre *L'Ancien Régime et la Révolution*, qu'autant les moments révo-

lutionnaires sont chargés d'émotions et de surprises, autant les moments post-révolutionnaires sont plombés par moult raisons et contraintes qui réinvestissent les idées conservatrices et les refaçonnent dans un moule novateur. Il est aisé d'en déduire, à l'aune des expériences historiques les plus récentes (ex : Europe centrale) que les révolutions pourraient faire triompher, par contre-coup, des courants rétrogrades, identitaires voire fondamentalistes, car susceptibles de rassurer les âmes majoritairement décontenancées par le désir ardent des minorités agissantes de faire advenir le changement. C'est comme si « l'ancien » prenait, aux yeux des masses et des élites, après coup, l'allure d'un patrimoine protecteur contre les courants d'air que produit une soudaine volonté de changement, ouverte sur l'inconnu.

La leçon magistrale de Tocqueville nous apprend que la révolution, même quand elle est réussie à priori, ne nous assure pas une rupture nette avec l'ordre ancien, autocratique, parce que ce dernier risque de se parer d'atours trompeurs, tels « l'héritage culturel commun » ou « la nécessaire cohésion nationale ». Certes, les moments révolutionnaires peuvent générer de nouvelles constitutions, relativement plus équitables, ou des élections à même de faire émerger des élites plus représentatives. Mais rien ne prouve, dans le cas des pays concernés aujourd'hui, qu'ils peuvent garantir un exercice moins surveillé de la liberté, une pluralité sans centre autoritaire qui la phagocyte, ni même des canaux visibles de débat et de concertation qui n'excluent pas les marginaux et les bannis du système. Or, ne l'oublions pas, ce sont là précisément les ingrédients déclencheurs de la flamme révolutionnaire ayant rendu possible le « 2011 arabe ».

Il est donc clair que le renversement des autocraties politiques n'est pas une fin en soi et qu'il exige un second souffle, plus long, plus patient et ferme, capable de s'attaquer aux autocraties culturelles et religieuses. Celles-ci sont capables de se régénérer et surtout susceptibles de relégitimer autrement les autocraties politiques. Normal, elles en sont le foyer initial, si vivant

depuis la mise à mort de la liberté d'interprétation des canons sacrés (*Al Ijtihad*), dans le monde « arabo-islamique ». Vous comprenez donc que le « 2011 arabe » qui a redonné espoir à nos sociétés et élargi la sphère publique en leur sein, peut très vite s'essouffler si une deuxième génération de révolutions, plus ritualisées, plus ancrées dans les pratiques sociales, ne voyait pas le jour. Celles-ci auraient pour mission de déconstruire indistinctement les discours et agissements des notabilités dirigeantes ou expertes, des élites auto-suffisantes, faussement modernistes, et des imams producteurs de fatwas, tous attachés pour des raisons sécuritaires, mercantiles ou idéologiques, à une pensée unique ou à une conception monolithique de la vérité. Pourquoi ? Parce que chacune de ces forces inhibitrices peut faire une OPA sur les nouvelles formes de gouvernance, d'information et d'orientation, pour imposer sa tutelle, morale ou intellectuelle, infantiliser les sociétés et limiter le nouveau périmètre de la liberté et de la justice délimité par le haut.

J'entends par là, liberté d'opinion, d'expression et de conscience, comme j'évoque par le mot « justice », l'équité sociale, judiciaire, ethnique et culturelle. Car il serait périlleux que la démocratie représentative, déjà en crise là où elle est née (en Occident), engendre chez nous des majorités qui prennent en otage les droits et libertés de minorités, d'appartenance ou de conviction, qui ne feraient pas allégeance à l'idéologie dominante. Je comprends ces libéraux ou laïcs, hier du côté des « rojos » (socialistes et apparentés) qui appellent à voter vert (islamique), arguant que ces derniers seraient les moins corrompus et les plus à même de rompre avec le clientélisme ambiant. Mais j'ai moins de mal à comprendre la passivité de ces mêmes soi-disant « libéraux » qui ne montrent pas assez de détermination pour descendre sur le terrain pour défendre, face aux conformistes de tous poils, la modernité sociale et culturelle.

Normal, ils sont plusieurs, membres de l'élite, économique, intellectuelle, à avoir accepté, des années durant, une modernité tronquée, mièvre, contre un confort social protégé par des despotismes bienveillants. Maintenant, ils n'ont plus le choix. S'ils favorisent la modernité politique, ils se doivent de se battre, par les idées, les propositions, la créativité, l'investissement et la participation citoyenne, pour



**Démonstration organisée par le Mouvement 20 Février. Marrakech, septembre 2011.** / ABDELHAK SENNA / AFP / GETTY IMAGES.

que prenne racine dans le réel une modernité pleine et entière dans un espace public sécularisé, qui n'exclut personne et ne limite la liberté de personne, non plus. En auront-ils le courage, la volonté ? J'en doute fortement. Et je crains, vue cette couardise ambiante, que la démocratie, promise dans nos pays, se transforme – si ce n'est pas déjà le cas – en slogan tapageur, vendeur, sans ancrage culturel, juste brandi à l'occasion de chaque passage aux urnes. La montagne des indignés aurait alors accouché d'une souris. Rien de plus ! ■